

## Luttes inter-impérialistes et luttes de classe en Amérique latine

(Suite et fin)

### II

L'histoire des classes dominantes de l'Amérique du Sud a déjà souvent été écrite. Après s'être contenté d'attribuer à « l'anarchie tropicale », résidu du passé colonial, de l'immaturité politique où les « révolutions » — au Venezuela et en Bolivie il y en eut près d'une centaine en un peu plus d'un siècle — représentèrent l'unique moyen des minorités pour se faire entendre, on a fini par donner une explication plus scientifique du cours des événements.

On sait qu'après que les Espagnols et les Portugais — au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle — se furent imposés aux populations indigènes (en vainquant leur supériorité numérique par la terreur inspirée par les armes à feu et les caravelles en les livrant au feu « purificateur » des bûchers de l'Inquisition) ils s'emparèrent des fabuleuses richesses du sous-sol dont l'introduction en Europe bouleversa l'économie médiévale. Au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, comme nous l'avons déjà vu, les créoles (c'est-à-dire les blancs nés en Amérique) privés de tout droit politique, opprimés par les impôts excessifs et les monopoles, se révoltèrent en s'appuyant sur les métis et les nègres (esclaves importés d'Afrique dans les plantations) et créèrent la « nationalité » contre l'oligarchie des castes privilégiées et des fonctionnaires péninsulaires.

Cette première lutte se termina vers 1830 par la consolidation des jeunes républiques indépendantes. Une seconde phase commença alors : la lutte des métis (produit du croisement de blancs avec les Indiens) contre la nouvelle classe privilégiée des propriétaires du sol.

Cette lutte atteint son point culminant vers 1860 — au Brésil, en 1888 seulement, fait qui provoqua la chute de l'unique monarchie dans le continent américain — avec l'affranchissement des esclaves. Ce fut l'époque « héroïque » des « Caudillos », généraux pour la plupart — dans certaines républiques de l'Amérique latine il est plus facile de trouver un général qu'un simple caporal — qui faisaient

appel au peuple — blanc ou nègre, les Indiens étant toujours absents — contre l'oligarchie et finissaient par imposer leur dictature personnelle jusqu'à ce qu'une nouvelle révolution les remplaçât par un autre dictateur.

Peu à peu, avec l'invasion des capitaux étrangers et le renforcement de l'industrie, s'ouvre la « période industrielle » où les Caudillos militaires sont, en partie, effacés par des capitaines d'industrie, des commerçants, des banquiers. Les révolutions deviennent moins fréquentes et elles se rattachent presque toujours aux intrigues plus ou moins directes des impérialismes, surtout le Nord-Américain et le Britannique. Cette stabilisation relative prend fin avec la crise mondiale qui sévit en Amérique latine depuis 1930 et qui détermina l'entrée toujours croissante du nouveau facteur sur la scène politique : les masses des exploités, les « dupés » de toutes les révolutions précédentes au profit des féodaux et des capitalistes nationaux et étrangers. On assista, pendant un court laps de temps, à la chute de toute une série de dictateurs (Légua au Pérou, Silès en Bolivie en 1930, Irigoyen en Argentine en 1931. Ibanès au Chili, Machado à Cuba — seul le sinistre Gomez resta au Venezuela), due, cette fois, à l'intervention directe des masses et à leur radicalisation sous la férule de la misère, qui se traduit par 6 à 7 millions de chômeurs, chez les travailleurs du pétrole au Venezuela et du nitrate au Chili, comme dans les plantations de café du Brésil, chez les travailleurs des ports comme dans les bananeraies de l'Amérique Centrale et de la Colombie.

La presse capitaliste commence à intensifier sa campagne contre le « danger communiste », surtout dans la crainte qu'on réussisse à mobiliser les masses indiennes — absentes jusque maintenant — en utilisant leur soif « de terre et d'eau ». Cela, à propos des révoltes indigènes au Pérou ou au Mexique qui se sont manifestées ces derniers temps. Malheureusement, comme nous le verrons, l'Internationale

Communiste, dans sa forme de dégénérescence du centrisme, n'a pas su canaliser ce soulèvement spontané des masses et aux anciens dictateurs renversés se sont substitués d'autres dictateurs qui s'appellent Yusto en Argentine, Sanchez Cerro au Pérou, Mendieta à Cuba, Tierra en Uruguay.

\*\*

L'histoire de la classe opprimée en Amérique latine reste à écrire, surtout celle des indigènes : les survivants des puissantes civilisations que les Européens trouvèrent à leur débarquement, les Aztèques au Mexique, les Incas au Pérou, les Araucaniens au Chili, avec leurs cités bâties en or, avec la propriété collective commune et le travail obligatoire (chez les Incas), avec les puissants monarques absolus des Aztèques et leurs « Caciques », satrapes des provinces éloignées.

Il s'agit aujourd'hui de 4 millions et demi d'Indiens purs ou faiblement métisés, au Mexique et dans l'Amérique centrale (au Mexique, 29 p.c. de la population, dans le Guatemala 60 p.c.) et de 10 millions et demi dans l'Amérique centrale, surtout dans la région des Andes (Pérou, 4 millions, 55 p.c. ; en Bolivie, 50 p.c., dans l'Equateur, 38 p.c.) Pour ces Indiens, la situation est restée la même sous la domination coloniale espagnole, la noblesse terrienne créole ou la « démocratie » métisse après « l'indépendance » du pays. Les seigneurs continuaient à dominer comme auparavant et les indigènes — « libres » d'après la loi — dépouillés malgré cette égalité politique proclamée dans la Constitution, de leurs droits séculaires sur les terres de la collectivité, restèrent soumis au curé, au juge de paix, au nouveau cacique, le petit chef local.

Seule, la lueur des révoltes agraires, qui se produisent de temps en temps, exprime la protestation de ces Indiens qui eurent au Pérou, il y a 150 ans, dans Tupac Amaru, leur Spartacus.

Le capitalisme national et étranger se sonda directement avec la propriété foncière du type féodal — la loi agraire du Mexique, tant vantée, n'a fait qu'augmenter de 5 p.c. à 15 p.c. le nombre des petits paysans et les masses exploitées subissent la double oppression de l'esclavage indigène et du capitalisme étranger. L'impérialisme américain a institué, au Pérou, le travail forcé pour la construc-

tion des routes desservant les exploitations pétrolifères. La United Fruit Company, ce trust modèle, impose aux travailleurs de ses bananeraies de Colombie, du Honduras et de Costa-Rica de telles conditions d'esclavage qu'elles poussent les travailleurs à la révolte armée. Que ce soit dans les « estancias » des pampas argentines, dans les « fazendas » du Brésil, ou dans les plantations de Colombie, que ses maîtres soient les gros propriétaires fonciers indigènes ou la Société Anonyme étrangère, le prolétariat agricole se trouve donc toujours dans le même esclavage semi-féodal.

\*\*

La première agitation de classe, en Amérique latine, fut provoquée par des militants — surtout italiens et espagnols — émigrés à la suite de la réaction qui suivit la Commune. Ainsi surgit, en 1872, une Fédération de l'Internationale en Argentine et une autre en 1878 dans l'Uruguay (cette dernière sous l'influence anti-autoritaire de Bakounine, la première sous celle des marxistes du Conseil général de Londres). Les anarchistes donnèrent vie également, au Mexique, à un mouvement similaire avec « la Sociale » de 1876. Ce pays avait connu, aux environs de 1870, un puissant mouvement ouvrier, lequel entraîné par ses chefs dans la lutte politique en faveur ou contre l'élection présidentielle de Porphyre Diaz, sombra, par après, dans un simple mouvement mutualiste, sans jamais plus manifester un caractère socialiste quelconque. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier, influencé par la Fédération américaine du Travail, au contraire de ce qui ce fit aux Etats-Unis, a donné naissance, au Mexique, à un puissant parti « laborista », soutien du gouvernement « ouvrier » des Callès et consorts. Même dans l'autre grand pays de l'Amérique latine : le Brésil, à partir de la tentative faite, au commencement du siècle, à São Paulo, par des émigrés italiens (il parut même, pendant quelque temps, un « Avanti » quotidien), on n'a pas eu de mouvements socialistes. Ce n'est qu'en Argentine, en Uruguay et au Chili que surgirent des partis socialistes adhérant à la Deuxième Internationale d'avant-guerre.

Ces partis socialistes, dont celui fondé en Argentine, en 1896, est le plus ancien, eurent un caractère purement électoral